

# Séminaire « Soutenabilités »

## Contribution - Covid-19 : pour un « après » soutenable

**Nom :** Dupray

**Prénoms :** Arnaud

**Institution ou entreprise :** Céreq Marseille et Aix-Marseille université, CNRS, Lest

**Axe(s) :**

- Quelles interactions humains-nature, mondialisation et pandémies ?
- Quel modèle social pour « faire avec » nos vulnérabilités ?
- Quelle voie pour une économie soutenable ?
- Quelles relations entre savoirs, pouvoirs et opinions ?

**Intitulé de votre contribution :** Changer de paradigme sociétal : informations et incitations pour une responsabilité partagée

**Résumé de votre contribution :**

La crise sanitaire a mis en évidence les vulnérabilités de nos sociétés liées à leur interdépendance. Porter un regard systémique paraît dès lors indispensable. Il invite à s'attaquer aux causes profondes de la crise qui ont partie liée avec les dommages écologiques. Comme ces derniers sont étayés de longue date, on s'interroge sur l'inaction relative des décideurs pour conclure à l'implication nécessaire de chaque citoyen. Dans cette voie, on propose trois dispositions imbriquées. Dans un premier temps, il s'agirait d'imposer à toute organisation productrice de biens et de services une transparence sur l'ensemble des altérations de l'environnement inhérentes à son processus technique. Cette information technique devrait être mise à disposition de tout consommateur de façon à orienter ses comportements d'achats en regard des prix et aboutir à une élimination progressive des productions les plus nocives. Cette phase est préalable à la mise à disposition d'un droit de tirage annuel sur l'environnement dont chaque citoyen serait doté de manière égalitaire. Fonction du mode de consommation, il pourrait se retrouver créateur et faire l'objet d'une monétisation ou débiteur. Un dépassement de ce droit devra alors être compensé, ou bien monétairement ou bien par le biais de participations citoyennes à des actions de préservation ou de mise en valeur du patrimoine naturel. Un tel système permettrait

d'entraîner d'autres mécanismes facilitateurs comme des crédits à taux préférentiels ou des soutiens publics aux investissements « verts ». Ce faisant, il permettrait de construire un modèle de développement plus soutenable avec l'émergence d'une société à la fois plus égalitaire et plus solidaire.

## **Changer de paradigme sociétal : informations et incitations pour une responsabilité partagée**

Arnaud DUPRAY<sup>1</sup>

Ce que la crise actuelle nous enseigne d'abord c'est tout l'intérêt d'une pensée systémique à l'heure où les sociétés humaines n'ont jamais été aussi interdépendantes alors même que les savoirs sont cloisonnés par les spécialisations disciplinaires. Les connaissances et points de vue, scientifiques, médicaux, économiques, financiers, sont plus que jamais amenés à être confrontés et partagés pour lutter contre la propagation du virus, les incidences sociales et économiques du confinement et dessiner une sortie de crise qui intègre plus largement les questions environnementales... Alors pour esquisser les bases de ce que pourrait être ce nouveau paradigme sociétal ou pour le dire de manière plus prosaïque, un nouveau modèle de fonctionnement du monde, c'est à une tentative d'approche systémique des phénomènes que l'on se livrera ici.

C'est-à-dire à la fois prendre acte que la mondialisation ne fait qu'accroître les échanges de bien et de services mais aussi que la libéralisation des marchés, qui en est au principe, a creusé les inégalités de patrimoine et de revenus avec une concentration croissante de la richesse créée aux mains de quelques-uns<sup>2</sup>. Il en résulte une défiance des peuples envers ceux qui détiennent les rennes du pouvoir économique et décisionnaire si bien qu'une réforme en profondeur de notre fonctionnement sociétal a peu de chance de s'opérer sans une remise en cause de la répartition des richesses et sans une adhésion générale de tous les individus quels que soient leur statut social et position économique.

C'est reconnaître aussi la force du système capitaliste et sa résilience, proportionnelle au nombre de personnes qui y adhèrent, participent au jeu et en tirent bénéfice. Même si chacun est convaincu de la nécessité de le réformer, il n'existe pas d'interrupteur ou de schéma directeur permettant d'engager sa mue pour que le système intègre les enjeux environnementaux auxquels l'humanité et la terre qui la fonde est confrontée.

De ce préambule, on peut tirer trois postulats

- De même qu'il est illusoire de croire dans une figure providentielle en politique, il est irraisonnable de supposer qu'il existerait une politique, un mécanisme, un levier unique si puissant soit-il pour enrayer la crise sanitaire, le réchauffement climatique et plus largement la crise environnementale, que l'on songe pêle-mêle à un rachat de la dette des pays par les banques centrales ou un effacement de la dette des pays les plus pauvres impactés par la

---

<sup>1</sup> Socio-économiste, Céreq et chercheur associé à Aix-Marseille Univ, CNRS, LEST.

<sup>2</sup> Rapport Oxfam 2018 montrant que les 1 % les plus riches ont accaparé 82 % des richesses créées en 2017 ou encore que ces 1 % possèdent plus du double des richesses cumulées détenues par 6,9 milliards de personnes (Rapport, 2020).

pandémie, à la taxation des transactions financières, à la restauration de l'ISF en France et plus largement au relèvement de l'imposition sur les hauts patrimoines, à l'hélicoptère monétaire consistant en des versements directs aux ménages, à la mise en place d'un revenu d'existence, à la mise en œuvre du Green deal européen, à une évolution de la gouvernance des entreprises, à une relocalisation des activités relevant des besoins de première nécessité etc. Mais une certitude, il n'y aura pas résolution durable de cette crise sanitaire sans investissements conséquents dans les transitions écologique et énergétique.

Au lieu de miser sur un dispositif, il faut au contraire imaginer une série de mécanismes emboîtés, c'est-à-dire qui puissent agir les uns sur les autres et se renforcer à l'image d'un système de roues crantées dans un engrenage. Pour ce faire, il est plus que jamais nécessaire d'introduire davantage de démocratie et associer les corps intermédiaires et les représentations citoyennes aux grandes décisions économiques et sociales et ce à tous les niveaux, l'infranational (régions, communes...), les nations, les unions de pays, les organismes internationaux pour qu'une réorientation du monde ne se fasse pas sans l'aval des citoyens. Il y a un mouvement, et singulièrement en France, de captation de la décision par les élites politiques et économiques et plus largement le corps des experts qui conduisent subrepticement à déresponsabiliser les individus – le citoyen lambda - et renvoyer la cause de nos maux à l'incapacité et l'imprévoyance de nos dirigeants. Ajoutons qu'à l'échelle mondiale, une sortie par le haut de cette crise ne pourra s'appuyer que sur un renforcement ou plutôt un renouvellement du multilatéralisme (tant celui-ci s'est montré peu opérant dans la crise<sup>3</sup>), car en matière de pandémie comme en matière de climat ou d'environnement, c'est l'ensemble de la planète qui est concernée.

- L'humanité a largement démontré son inventivité au fil des siècles et atteint un niveau de développement technologique, intellectuel, institutionnel, culturel et moral suffisants pour pouvoir affronter les enjeux écologiques que cette crise sanitaire met encore un peu plus au jour. Il ne s'agit pas, par exemple (pas encore), d'entreprendre un voyage à travers l'espace pour trouver une autre planète en mesure de nous abriter auquel cas la barrière technologique pourrait être invoquée, mais pour le moment de parvenir à mieux organiser le monde humain de façon à ce qu'il préserve davantage notre planète et son écosystème dans toute sa richesse et sa diversité. Evidemment, cela implique de créer des conditions favorables à une réorientation de la recherche pour impulser des innovations de rupture et non innover à la marge sur des technologies et produits existants qui seraient incompatibles avec l'avènement d'une économie neutre en carbone.

- Une crise d'une telle ampleur et l'arrêt d'une partie de l'économie liée au confinement qui en découle constitue un temps propice à la prise de recul, au lâcher prise par rapport aux

---

<sup>3</sup> *L'Onu, symbole du désordre mondial*, Le Monde, 30 avril 2020. Marisol Touraine : *Les Etats peuvent-ils faire face ensemble au Covid-19 ?*, Note Terra Nova du 9 avril 2020.

rythmes habituels de nos vies sociales et économiques et incite au pas de côté pour s'interroger sur le sens et la finalité de nos comportements.

C'est donc maintenant qu'il faut imaginer, concevoir, élaborer des pistes de régulation plus résilientes pour le monde de demain afin de préserver une partie de celui d'aujourd'hui et orienter son évolution de manière appropriée et non tomber dans le travers inverse qui consisterait à vouloir renouer dans les meilleurs délais avec le monde d'avant la crise. Une stratégie fondée sur la remédiation et la consolidation de ce qui était n'aboutirait qu'à des ajustements à la marge des structures et fonctionnements existant, bien trop minces par rapport à l'ampleur des défis actuels, et dont la crise sanitaire n'est qu'un symptôme.

Il faut donc d'une part identifier plusieurs leviers d'action qui permettraient d'aider au redémarrage de l'économie en impulsant de nouvelles orientations et d'autre part un courage politique et une conscience citoyenne que la crise nous invite à solliciter et mobiliser d'une manière inédite. Ceci ne se fera pas sans un renversement de l'échelle des valeurs où la recherche du profit, de la richesse matérielle et de l'appropriation devront passer au second plan derrière la préservation de l'environnement, des ressources naturelles, la maîtrise des évolutions climatiques... qui sont au principe de la pérennité de la société humaine.

Un détour rapide par l'état actuel de la crise et ses ressorts permet de justifier pourquoi il est nécessaire de changer de paradigme. Les bases sur lesquelles on pourrait concevoir une transformation des logiques actuelles en s'entendant sur une nouvelle échelle de valeurs seront avancées ensuite, enfin les moyens pour y parvenir où on développera l'idée de mise à disposition d'une information incitative assortie ou préalable au calcul de droits de tirage individuels sur les ressources naturelles afin que tout un chacun, puisse être amené à se responsabiliser et à modifier ses comportements.

### ***Incidence de la crise sanitaire***

Le monde traverse une crise sanitaire qui n'a que peu ou pas d'équivalent dans l'histoire à cette échelle.

Les réactions fortes, certes en ordre dispersé des nations et avec des stratégies plus ou moins drastiques en écho à leur degré d'anticipation ont conduit à un confinement cumulé d'environ les trois quarts des habitants du globe. Ce n'est qu'à ce prix, que le monde parvient à contenir la propagation du virus et à réduire ses conséquences mortelles. On ne peut encore prédire le nombre de décès qui seront liés à cette pandémie, sans doute entre 300 000 et 600 000 sans compter les morts indirectes liées au confinement<sup>4</sup>, au report de consultations ou d'interventions chirurgicales pendant les mois où les systèmes médicaux sont sous-tension et sans compter celles innombrables qui seront inévitablement liées aux retombées sociales du

---

<sup>4</sup> A noter que ces dizaines de milliers de tragédies liées au Covid19 bénéficient d'une exposition médiatique sans précédent et d'une résonance émotionnelle dans nos vies sans commune mesure avec les 6 à 9 millions de disparitions à bas bruit enregistrées annuellement et qui correspondent aux morts prématurées liées à la pollution de l'air.

confinement et à l'arrêt concomitant de pans entiers de l'économie, notamment dans les pays où la protection sociale est limitée ou associée à l'emploi.

Les conséquences économiques en termes de récession, de chômage, de pauvreté d'endettement seront évidemment énormes. Cependant, un observateur optimiste pourrait tirer quelques enseignements positifs de cette crise : une amélioration notable de la qualité de l'air dans les métropoles les plus peuplées pendant le confinement comme en Inde ou en Chine, une pandémie qui affecte en premier les pays riches - ceux principalement situés dans les latitudes à climats tempérés de l'hémisphère nord, principaux contributeurs de manière indirecte, on y revient plus bas, à cette crise sanitaire, mais aussi les mieux armés du point de vue de leurs systèmes médicaux, pour y faire face. Ajoutons que le virus fait fi des différences de classes sociales, de richesse, de statut touchant toutes les couches de la société dans les pays riches, les plus durement touchés pour le moment. Ce qui évidemment n'exclue pas que les conditions de travail et de vie pendant le confinement et que les politiques sanitaires et équipements médicaux plus ou moins développés selon les régions touchées impactent différemment les individus et creusent les inégalités. Observons après d'autres<sup>5</sup> (Latour, Rosa) que l'humanité découvre par les mesures de confinement que le monde peut fonctionner au ralenti pendant quelques mois et que des amortisseurs économiques et sociaux par le truchement des Etats, des banques centrales, des associations et de la solidarité inter-individuelle mais aussi entre pays, existent et peuvent être mis en œuvre pour rendre la situation supportable.

A cet égard, la crise sanitaire a mis en évidence combien des activités depuis longtemps délaissées sur l'autel de la rationalité économique et financière, comme tous les métiers de la santé mais que l'on pourrait étendre aux activités d'approvisionnement, à l'éducation... étaient indispensables et nécessaires à la société pour assurer sa résilience et sa pérennité. Ce ne sont plus alors les spécialistes de produits dérivés, malgré leur immense valeur marchande, qui peuvent remédier à la crise mais les métiers du soin et des services de proximité qui fondent le lien social et permettent le maintien des activités vitales.

Au sortir de la crise sanitaire, les gouvernements pourraient au total se féliciter d'avoir réussi à faire front, à juguler la pandémie, certes de manière insuffisamment coordonnée et au prix d'importants sacrifices, mais au final d'avoir réussi en apparence (par l'endettement, les garanties aux entreprises, la consolidation des banques, la protection sociale etc.) à sauver la confiance et préserver le fonctionnement actuel du monde. Evidemment, ce serait une erreur et un leurre et la question serait, pour combien de temps ?

---

<sup>5</sup> Bruno Latour, *Imaginer les gestes-barrières contre le retour à la production d'avant-crise*, A.O.C, 30 mars 2020.

Hartmut Rosa, *Le miracle et le monstre – un regard sociologique sur le Coronavirus*, note A.O.C, 7 avril 2020.  
<https://aoc.media/analyse/2020/04/07/le-miracle-et-le-monstre-un-regard-sociologique-sur-le-coronavirus/>

Il faut admettre qu'une telle pandémie issue d'une zoonose<sup>6</sup> doit être vue comme une des nombreuses conséquences funestes de la manière dont fonctionne le monde au même titre que les incendies gigantesques qu'ont connu récemment la Californie ou l'Australie, que les pollutions atmosphériques<sup>7</sup> ou que la fonte des glaces et la montée du niveau des océans, laquelle menace des millions d'habitants. Tous ces effets désastreux résultent de l'émission des gaz à effets de serre qui changent inexorablement le climat, sont le produit des déforestations, de l'appauvrissement des sols par les cultures intensives, de l'épuisement des ressources halieutiques, de la disparition de milliers d'espèces animales et végétales et de l'effondrement de la biodiversité qui en découle...

Si l'on poursuit la gestion des ressources naturelles et non renouvelables comme on le fait actuellement pour servir notre économie de marché, de nouvelles pandémies sont à craindre et non dans 50 ans, lorsque la plupart des grands décideurs actuels auront disparu, mais à horizon probable de 5 à 15 ans. Et ne nous y trompons pas, une variation de quelques paramètres liés aux propriétés d'un nouveau virus et une prochaine pandémie serait rapidement incontrôlable plongeant le monde dans le chaos – que l'on songe par exemple à une portée létale du virus atteignant 30 % de la population contaminée et à une surmortalité des enfants.

Il faut donc prendre cette crise sanitaire comme un signe avant-coureur, une alerte sévère, mais encore juste une alerte d'un séisme de bien plus grande magnitude qui pourrait survenir dans un horizon proche si nous ne prenons pas de décisions radicales pour inverser les tendances environnementales actuelles, produites par les activités humaines. Et par là, on renvoie au fonctionnement actuel du système capitaliste.

### ***Des alertes existant de longue date***

Les diagnostics étayés de la manière dont on exploite et épuise les ressources de la planète au profit du dogme de la croissance sont disponibles de longue date, depuis en France, entre autres, les écrits de René Dumont<sup>8</sup> ou le premier rapport de 1972 du Club de Rome sur la croissance. L'actualisation en 2012 de cet exercice de prospective avec un niveau actualisé de connaissances et d'expertises appuyé sur les séries de données accumulées depuis, aboutit aux mêmes prévisions que le rapport de 1972 si ce n'est que l'horizon de 60 ans avant que l'humanité amorce son déclin est réduit maintenant à une dizaine d'années. Les multiples rapports du GIEC<sup>9</sup> sur le climat sont entre-temps venus compléter le diagnostic et alerter sur

---

<sup>6</sup> Thierry Pech, *Crise sanitaire et crise écologique*, Note de Terra Nova, 23 mars 2020. Qui plus est, certains médecins font un lien direct entre la pollution de l'air et le risque de contamination par le Covid-19 : Aaron Bernstein, *Pourquoi les solutions contre le Covid-19 et le réchauffement climatique sont liées*, [https://www.huffingtonpost.fr/entry/solutions-lutte-contre-coronavirus-climat\\_fr\\_5e98da25c5b63639081bc8d5](https://www.huffingtonpost.fr/entry/solutions-lutte-contre-coronavirus-climat_fr_5e98da25c5b63639081bc8d5)

<sup>7</sup> François Jarrige, Thomas le Roux (2017). *La contamination du Monde. Une histoire des pollutions à l'âge industriel*, Seuil.

<sup>8</sup> Voir notamment *L'Utopie ou la mort*, Le Seuil, 1973, et *Un monde intolérable. Le libéralisme en question*, Seuil, 1988, avec Charlotte Paquet.

<sup>9</sup> Groupe d'experts inter-gouvernemental sur l'évolution du climat créé en 1988.

le réchauffement de l'atmosphère. On peut aussi mentionner les signaux réguliers transmis par les ONG œuvrant pour la protection de l'environnement ou l'éclairage apporté par les estimations de l'ONG *Global footprint network* qui calcule l'empreinte écologique des pays et de ses habitants et qui montre année après année que le jour du dépassement, où l'humanité a consommé en un an plus que l'ensemble des ressources renouvelables (que la terre peut régénérer en un an) de la planète<sup>10</sup>, ne cesse d'avancer : le 29 juillet en 2019, soit des ressources annuelles consommées en 7 mois avec évidemment de fortes disparités entre nations donc habitants (2,5 mois pour les Etats-Unis, plus de 11 mois pour l'Indonésie..)

Alors pourquoi, alors que tous les voyants sont au rouge et malgré les engagements pris par le passé, notamment lors de la COP 21 de Paris en 2015, les gouvernants et les entreprises font si peu et tardent à amorcer un véritable virage sociétal à la mesure des défis auxquels l'humanité est confrontée.

### ***Un système capitaliste vulnérabilisé par ses propres fins***

C'est d'autant plus alarmant que l'on fonctionne dans un système qui est voué à l'effondrement s'il n'est pas profondément réformé *qu'on le nomme par système capitaliste, économie de marché ou société de consommation de masse*<sup>11</sup>.

Il en sera ainsi, pas tant ou pas que pour des mécanismes endogènes identifiés par ses contempteurs depuis Marx, la croissance des inégalités, la concentration du pouvoir économique et des richesses, la baisse de la rentabilité du capital, les dérives internes incarnées par les spéculations financière et immobilière... mais aussi pour une donnée exogène qui est sa capacité à alimenter ses propres fins. Ce qui est en cause ici c'est l'extrême voracité en ressources naturelles qu'exige la pérennité du système capitaliste face à une demande croissante et mondialisée. La finitude des ressources de la planète et le fait que nous vivons dans un monde globalisé accentuent et précipitent la fin du système capitaliste lequel ne cesse d'enfler sous le joug d'une finance dérégulée, de la poursuite des intérêts privés et de l'appropriation de biens matériels au détriment du bien commun.

L'économie de marché, dans son usage effréné des sols, des océans, des ressources fossiles et dans son détournement à son profit des productions des pays de l'hémisphère sud – l'exploitation des ressources énergétiques et minières des pays appartenant aux anciens

---

<sup>10</sup> L'indicateur a fait l'objet de critiques mais ce qui compte c'est qu'à mode de calcul constant, on observe bien un rapprochement tendanciel de la date où nous commençons à vivre à crédit.

<sup>11</sup> On insistera ici pour esquisser des solutions sur la dimension *de consommation de masse* (que l'on pourrait écrire au pluriel tant elle concerne des masses croissantes d'individus et de produits), la plus facilement intelligible par tout un chacun. Le terme *système capitaliste* renvoie à un savoir savant et expert sur lequel le citoyen moyen peut se penser illégitime d'intervenir. Le terme *économie de marché* a le tort de se rapprocher d'une formulation au contenu à la fois vague et englobant, intégrant de manière implicite une série de mécanismes supposés connaissance commune.



empires coloniaux notamment<sup>12</sup> – était en effet soutenable tant qu'elle ne concernait qu'une petite partie de l'humanité. Dès lors que 80 à 90 % des habitants de la planète y aspirent ou en sont les acteurs, les pollutions et gaspillages qui en découlent asphyxient de plus en plus la planète et sa population par voie de conséquence. Les délocalisations des productions en partie liées au dumping social, les spécialisations et concentrations de productions manufacturées dans un nombre restreint de pays de même que la financiarisation de l'économie, tous ces éléments ont soutenu l'avènement d'une économie mondialisée. Une autre dimension cruciale source d'inertie du processus et de sa diffusion à l'ensemble du monde, c'est la mise à disposition et la rapidité de transmission de l'information à l'ensemble des peuples, rendue possible par les technologies de l'information et des communications. Hormis quelques milliers d'humains vivant dans des contrées reculées au sein de tribus autarciques, le spectacle du mode de vie consumériste et de sa culture est à la portée de tous. Ces images d'abondance et de prospérité associées à des régimes démocratiques, malgré les nombreux maux auxquels sont confrontées les sociétés des pays riches, ne peuvent que susciter des espérances et des mouvements migratoires récurrents qui, focalisés sur un nombre circonscrit de pays de destination, contribuent aussi à la déstabilisation de la planète.

Si la crise sanitaire nous montre qu'il est souhaitable de limiter les interdépendances entre les économies notamment pour des produits touchant aux besoins fondamentaux, il est difficile de concevoir un repli durable des économies sur leur production intérieure. Les fermetures de frontières au prétexte sanitaire pourront freiner de manière temporaire la circulation des personnes mais on a peine à imaginer que les échanges de biens et services entre pays soient fortement et durablement affectés sans mesure spécifique.

Même les mieux placés dans le jeu capitaliste ou les plus optimistes ne peuvent s'abstenir de nourrir quelques inquiétudes au vu de l'accélération des risques internationaux depuis 20 ans : le terrorisme des mouvements extrémistes<sup>13</sup> - que l'on peut supposer non indépendant de l'impérialisme économique des grandes puissances -, la crise financière de 2008 et de l'endettement qui a suivi et aujourd'hui la crise sanitaire.

Alors revenons aux raisons de l'inaction et essayons d'en démêler la rationalité.

### ***Les sources de difficulté : des dimensions techniques, des dimensions humaines et la tentation d'intérêts privés***

Parmi les raisons techniques qui empêchent que le marché parvienne à prendre en charge les problèmes de climat et d'environnement, il y a la propriété de bien public à l'échelle mondiale qui les caractérisent. L'usage du bien ne peut se faire de manière exclusive et on ne peut s'approprier son bénéfice : sa disponibilité pour soi n'empiète en rien sur l'usage que peuvent

---

<sup>12</sup> Malgré leur indépendance, nombre des pays des anciens empires coloniaux sont restés inféodés pendant des décennies à la puissance colonisatrice et à ses directives économiques par le truchement du soutien aux présidences et dictatures en place.

<sup>13</sup> Qui a détourné l'attention des gouvernements en direction de la dimension sécuritaire et induit un accroissement des dépenses au titre de la sécurité mais aussi des coûts assurantiels pour couvrir ces risques.

en avoir les autres. Il n'existe donc pas de rentabilité financière qui soit appropriable par celui qui produirait ou préserverait ce bien public. En revanche, et symétriquement, la dégradation d'un tel bien nuit à l'ensemble des usagers. Il serait donc juste et légitime que les pays ou les entreprises qui causent le plus de dommages à la ressource en question compensent en proportion leurs méfaits. A l'échelle mondiale, en termes de pollution, les Etats-Unis et la Chine en tant que principaux contributeurs des émissions de gaz à effet de serre, devraient compenser les dégradations induites touchant à l'environnement et affectant la santé et parfois la survie des populations. Sauf qu'en dernier ressort, les technologies génératrices de pollution servent à produire des biens intermédiaires et des biens de consommation qui se retrouvent achetés sur les marchés par les entreprises et les citoyens du monde entier. Les individus ne peuvent donc se dédouaner d'une responsabilité indirecte liée à leurs modes de consommation.

Des permis de marché négociables, comme celui des émissions de CO<sub>2</sub>, sont censés conçus pour permettre de freiner la pollution de l'air mais à la condition que les prix soient suffisamment dissuasifs pour encourager des innovations en direction de procédés techniques moins polluants plutôt que de conserver le statu quo. Malheureusement, comme c'est le cas en Europe, un prix des droits d'émission trop faible empêche l'adoption de changements techniques qui seraient plus protecteurs à l'égard de l'environnement. La fiscalité énergétique a aussi montré ses limites dès lors qu'elle impacte en premier lieu les catégories sociales les plus modestes.

Un autre problème technique est que des décisions conservatrices à l'égard du climat et de l'environnement devraient être adoptées dans le même temps par l'ensemble des pays. Si une taxation spécifique est appliquée à certains produits dont la fabrication est jugée particulièrement néfaste pour l'environnement mais uniquement dans un espace géographique de taille modeste, la réaction la plus simple pour les pays producteurs sera de contourner ce marché pour écouler ailleurs leur production. L'incidence correctrice sera négligeable et demeurera juste l'effet négatif pour les consommateurs du pays qui a pris ces dispositions.

Il faut donc que des réformes soient menées de concert et touchent un marché suffisamment vaste pour peser sur la production des pays extérieurs à la zone. Un périmètre comme celui de l'espace Schengen ou de l'union européenne serait à même de représenter un seuil critique en la matière.

Ceci plaide aussi pour la réactivation du projet de conseil ou d'organisation mondiale de l'environnement, resté dans les limbes, pour comptabiliser les ressources et statuer sur les modalités de préservation de l'environnement et de la biodiversité de la planète. Ces ressources n'étant pas uniformément réparties entre les pays bien qu'elles profitent à l'ensemble de la planète, comme les grandes forêts d'Amazonie et d'Afrique équatoriale<sup>14</sup>,

---

<sup>14</sup> Ces espaces forestiers représentent environ la moitié des capacités mondiales de séquestration du CO<sub>2</sub>.

doivent faire l'objet d'une gestion multilatérale assortie de compensations pour les nations qui les abritent. Mais la gouvernance d'un tel organisme ne saurait se concevoir en fonction de la puissance économique et militaire des pays (comme à l'ONU) mais en fonction des ressources naturelles que les pays détiennent et qui appartiennent au bien commun.

Au regard des dimensions humaines et psychologiques, il existe une tendance naturelle à tenter de préserver les acquis et de continuer sur la trajectoire passée en fonction des critères connus qui ont fait leur preuve, le PIB, la croissance, le chômage...

Pour les mêmes raisons que l'on n'est pas parvenu à réformer en profondeur le système financier suite à la crise de 2008<sup>15</sup>, on peut craindre que des ressorts similaires interviennent pour faire obstruction à des changements de règles que d'aucuns trouvent nécessaires et appellent de leurs vœux. Il en va ainsi des pratiques de lobbying, de la consanguinité entre les décideurs politiques et les patrons de la finance et de l'industrie<sup>16</sup>, des comportements délictueux des élites financières rarement condamnés, des formations dispensées dans nos grandes écoles d'ingénieur ou de celles en finance trop exclusivement axées sur les aspects techniques et mathématiques au détriment de leur utilité sociétale etc<sup>17</sup>. Qui plus est, la concentration du pouvoir économique bénéficie de plus en plus d'appuis politiques<sup>18</sup>. Un obstacle à des décisions de rupture est également lié à la logique court-termiste, rythmée par le calendrier électoral, dans laquelle sont engagés la plupart des gouvernants. Et puis, ce sont les élites qui tirent le plus de bénéfices du système capitaliste actuel qu'ils soient dirigeants politiques ou d'entreprises, actionnaires ou cadres exécutifs, parce qu'ils en connaissent le mieux les rouages, dont ils peuvent tirer avantage sur les plans financier et fiscal. C'est un peu comme si on demandait aux meilleurs sprinters de la planète de changer les règles du 100 m et de partir 3 m, 5 m derrière les autres en fonction de leur record personnel pour un objectif qui serait désormais que tout le monde finisse la course dans le même temps.

Un plan de transformation globale de nos économies pour intégrer la transition écologique ne se fera pas sans une injection massive de financements, environ 150 Milliards par an selon certains experts<sup>19</sup>. Il faudrait ainsi que ces apports importants de trésorerie ou que les crédits aux entreprises soient conditionnés à des investissements dans des technologies vertes à bas carbone. Des aides non conditionnelles seraient les pires des investissements car elles ne serviraient qu'à consolider des industries vacillantes qui ont à se réformer en profondeur (l'industrie automobile, le transport maritime et aérien...) et à protéger leur actionnariat au

---

<sup>15</sup> Laurence Scialom, (2019) *La fascination de l'ogre, desserrer l'étau de la finance*, éditions Fayard.

<sup>16</sup> Jezabel Couppey-Soubeyran « Comment le lobby bancaire colonise le ministère de l'économie et des finances, note A. », Chronique dans le Monde du 30/11/2019. Et « Quand les députés chantent la berceuse du Lobby bancaire », Chronique dans le Monde du 15/02/2020.

<sup>17</sup> Laurence Scialom, *Finance et société : en finir avec le syndrome de Stockholm*, note A.O.C du 12 mars 2019.

<sup>18</sup> Sarah Guillou, *La crise du coronavirus peut-elle alimenter la critique du capitalisme ?*

<https://aoc.media/opinion/2020/04/16/la-crise-du-coronavirus-peut-elle-alimenter-la-critique-du-capitalisme/>

<sup>19</sup> Jacques Delpla, *Pourquoi la pandémie a tué le Green Deal*, Les Echos, 7,8 et 9 mai 2020.

lieu de permettre d'engager ou de poursuivre des réformes structurelles et de susciter des innovations techniques de rupture auquel nous enjoint le changement climatique.

Il s'agirait également taxer la finance spéculative<sup>20</sup> et orienter l'usage de la monnaie vers des projets vertueux sur le plan environnemental<sup>21</sup>. Mais il serait également souhaitable de s'appuyer sur le pouvoir du citoyen que l'on cantonne trop souvent à sa participation électorale. Or il apparaît que ceux-ci sont démunis si les décisions de leurs représentants privilégient avant tout des intérêts privés ou servent des ambitions personnelles au détriment du bien commun à long terme. Il faut revenir à Polyani pour décider qu'il est plus que temps de réencastrier l'économie dans la société pour que la première soit bien effectivement au service de la seconde et non d'une seule frange de plus en plus étroite et privilégiée de la population.

Les cahiers de doléances lancés suite à la crise des gilets jaunes ou la convention citoyenne pour le climat ont été des dispositifs allant dans la bonne direction pour faire participer le citoyen à l'éclairage des décisions publiques mais sans doute cela reste-t-il insuffisant dès lors que l'exécutif est souverain pour s'emparer ou non des propositions.

Tant que les décideurs seront peu comptables financièrement ou pénalement des comportements perniciose qu'ils peuvent adopter ou pour leur inaction, il y a peu de raisons de penser que le changement systémique puisse venir d'en haut. Or, il existe un sentiment plus ou moins communément partagé selon les populations que l'Etat, les gouvernants doivent montrer la voie, amorcer le virage et impulser de nouvelles règles, de redistribution, de financement, de production... pour favoriser l'avènement d'une économie décarbonée plus respectueuse de l'environnement et que le citoyen, malgré tous les comportements vertueux qu'il peut adopter, a peu de prise sur les évolutions sociétales.

Pourtant, nombre d'initiatives privées œuvrent en faveur de comportements plus éco-responsables : consommations collaboratives, usage de circuits courts, réduction du gaspillage alimentaire, contraction des déchets, élimination des plastiques et des emballages non recyclables dans les modes de consommation, développement de l'habitat collectif écologique et participatif etc... Ces conduites sont surtout le fait de classes moyennes et supérieures qui disposent d'un fort capital culturel selon Philippe Moati<sup>22</sup>. La difficulté est de favoriser une prise de conscience au sein d'une frange plus vaste de la population qui englobe les classes plus modestes encore attachées à une culture consumériste.

---

<sup>20</sup> Ivar Ekeland, Jean-Charles Rochet (2020). *Il faut taxer la spéculation financière*, Odile Jacob.

<sup>21</sup> Alain Grandjean, Nicolas Dufrêne (2020). *Une monnaie écologique*, Odile Jacob.

<sup>22</sup> Entretien sur France Culture, le 26 avril 2020 : <https://www.franceculture.fr/societe/consommation-le-covid-19-accentue-des-clivages-qui-laissent-presager-des-troubles-sociaux-a-venir>

Or comme on l'a dit en préambule, une évolution radicale de la société ne pourra se faire sans l'adhésion du plus grand nombre et sans permettre aux citoyens de se convaincre que les nouvelles orientations sont bénéfiques à l'intérêt commun.

### **Prise de conscience individuelle : informations et incitations**

Si l'on veut placer la préservation de l'environnement et des ressources naturelles au premier rang de l'échelle des valeurs car c'est d'elle dont dépendent les conditions de vie de l'humanité, il faut créer un cadre instaurant des mécanismes incitatifs pour que les activités toxiques pour le climat et l'environnement soient enrayerées et éliminées. Et ce, d'autant plus que l'impact environnemental d'une activité ne s'arrête pas au territoire sur lequel elle est implantée, notamment du fait de la distance de déplacement des produits nécessaire pour rencontrer la demande finale.

Une difficulté est que des milliers d'emplois sont en jeu en ce qu'ils contribuent à la genèse de ces productions toxiques. Il est dès lors peu concevable que la décision de transformation ou de cessation de ces activités soit imposée d'en haut, par un décideur central.

A côté du pilotage centralisé qu'il relève des gouvernements nationaux ou d'un niveau supranational comme le Green deal européen pour une orientation vertueuse des financements, il convient donc d'imaginer d'autres mécanismes pour davantage impliquer l'ensemble des citoyens dans la nécessité de changer de modèle de société.

Une possibilité serait d'élever le prix des produits dont la fabrication altère le plus l'environnement, des niveaux de taxation spécifique pourraient être définis à cet égard. Cependant, la taxation comporte plusieurs inconvénients : mesure technique, elle est difficile à expliquer et à appréhender pour le public en rapport avec les raisons qui l'ont motivée ; la manière dont le produit fiscal va être utilisé est souvent peu transparent ; il existe des risques de pertes en ligne liées au coût de la redistribution ou à l'usage de ces taxes ; enfin et peut-être surtout, le fait que les plus riches aient davantage de moyens pour contourner cette pression fiscale, laisse présumer que ce sont les ménages les plus modestes qui auront à supporter en principal le coût du changement.

Au lieu de rendre opaque la contrainte écologique et environnementale en tentant d'intégrer dans les prix, l'estimation du coût des dommages et des externalités négatives (pollutions, émission de gaz à effet de serre, destruction de la biodiversité...), une stratégie alternative serait de mettre l'information à disposition des consommateurs un peu à l'image de ce qui existe en matière de norme européenne de dépense énergétique pour l'habitat ou le gros électroménager.

Un barème pourrait être établi sur la base d'une obligation faite aux entreprises de détailler l'ensemble des dégradations et émissions polluantes qu'implique leur technologie de production, auxquelles il conviendrait d'ajouter les répercussions environnementales liées au transport des produits entre leur site de fabrication et leur lieu de distribution ainsi que le

taux et les conditions de recyclage du produit arrivé en fin de vie de même que celui de son emballage. Ajoutons que la question des conditions de travail et d'emploi, le respect des droits de l'homme, l'amplitude des rémunérations, le mode de gouvernance, éléments de la RSE pourraient venir dégrader ou abonder la note environnementale. Il faudrait bien entendu qu'un comité d'experts, par exemple au sein d'une organisation mondiale de l'environnement ou au sein d'une entité technique européenne, périmètre au sein duquel il serait plus aisé d'engager une telle initiative, s'entende pour définir les règles de calcul, la pondération attribuée aux différents dommages et l'unité de mesure.

Pour faire simple, appelons cette dernière UAE, unité d'atteinte à l'environnement qui peut être plus complexe que la simple empreinte carbone. Sur la base d'une échelle qui irait par exemple de 1 à 10 000, donc la possibilité de discerner assez précisément la valeur des atteintes, un code de couleurs pourrait être introduit pour distinguer les produits, blancs, verts, orange, rouges et noirs pour faire simple. Les produits blancs étant totalement neutres au regard de leur impact environnemental, que l'on songe à de l'agroécologie locale jusqu'aux produits noirs, les plus nocifs, utilisant des énergies fossiles, polluant les sols ou les eaux...

Un tel barème permettrait d'identifier les produits et services les plus toxiques et de s'appuyer sur le consommateur puis les entreprises censées répondre à la demande pour, en toute connaissance de cause, pour les premiers, réorienter leurs achats en faveur de produits blancs, verts plutôt que rouges ou noirs et pour les seconds, de transformer leurs procédés techniques ou réorienter leur production pour diminuer leur score en matière d'UAE. On peut imaginer que les consommations se feront avec plus de discernement et qu'une partie croissante des consommateurs sera prête à perdre du pouvoir d'achat pour privilégier l'achat de produits verts plutôt qu'orange ou rouges ou à délaissier les produits les plus mal notés, ce qui rejoindrait l'idée vertueuse de consommer moins mais mieux. Evidemment, ce classement ne serait en rien figé et en fonction des consommations et des efforts induits d'innovation des techniques de production<sup>23</sup>, le pourcentage de produits verts et blancs devrait à terme s'accroître au détriment des autres quitte, et c'est là aussi l'intérêt, avec la disparition de nombreux biens nocifs du point de vue social et environnemental à diminuer l'étendue en variété des produits disponibles, pour abaisser l'importance de la marchandisation dans nos vies.

En effet, à l'échelle de deux ou trois décennies, on ne peut que rester effarés par la profusion de références que cela soit par exemple au niveau de la grande distribution alimentaire (de 25000 à 80 000 références dans les hypermarchés) comme à celle des grandes surfaces de bricolage (jusqu'à plus de 50 000 références). Compte tenu du gaspillage généré par cette production de masse, c'est en effet une hérésie de continuer à étendre en variété les produits

---

<sup>23</sup> Il est montré par exemple que les démarches d'éco-innovation sont tirées par le positionnement des entreprises sur le marché et notamment celles répondant à la demande finale [Samira Rousselière, Ibrahima Barry, Marouenne Belhaj, Thomas Coisson, Anne Musson et Damien Rousselière (2019). Quels leviers pour une transition vers une économie plus durable ? Une note de recherche sur les déterminants de l'éco-innovation en Europe, *Revue d'Economie Industrielle*, 167, p. 69-102.

de consommation finale. Soutenue par la publicité, le marketing, le packaging, on en connaît les raisons et les ressorts : réalisation d'achats au-delà de nos besoins, fonction d'affichage et de distinction sociale, satisfaction du sentiment de propriété, éloge de la nouveauté, mise en exergue du contenu technologique ou innovant du produit au détriment de sa durabilité... Tous effets qui participent d'une surconsommation de biens matériels dans l'intérêt privé au détriment de l'intérêt commun (gaspillage des produits, croissance des déchets, pollutions consécutives des sols et de l'eau etc.).

Bien entendu, les milliers d'emplois potentiellement en jeu dans ces activités amenées à disparaître pourront être reconvertis dans les activités innovantes qui développent des technologies propres ou minimisant leur empreinte carbone ou dans des activités d'intérêt général (éducation, animation, soin etc..) ou dans des activités de gestion, d'entretien du patrimoine environnemental. Avec un rallongement de la vie des produits, des activités de réparation, de maintenance, de dépannage qui avaient disparu avec le rythme effréné d'obsolescence des objets techniques pourront réapparaître ainsi qu'une économie d'échange et de partage poursuivre son développement : outils, équipements de sport, vêtements, supermarchés coopératifs et participatifs...

Des formations de reconversions devront être développées avec des compétences qui pourront intéresser à la fois des entreprises privées et le domaine public dans toutes les branches de métiers liés au développement durable...

L'idée est ainsi de confronter le citoyen à ses responsabilités, et de rendre visible dans une certaine mesure la manière dont nos modes de vie et de consommation impactent l'environnement et entament les ressources naturelles de la planète.

Sur cette base et dans un but éducatif et pédagogique, il serait aisé de mettre en équivalence des modes et rythmes de consommation avec des conséquences funestes et concrètes pour l'environnement : dégradations, extinctions d'espèces animales et végétales... et qui consécutivement aboutissent à une restriction des usages et des jouissances futures de biens naturels.

A cet égard, toute l'éducation est à revoir pour ériger le respect et la défense de l'environnement comme valeurs primordiales. L'expérience du confinement a en effet confirmé ce que nombre de travaux mettent en évidence, à savoir qu'une déconnexion de nos existences avec la nature a des effets néfastes pour la santé notamment psychologique<sup>24</sup>. De ce point de vue, force est de constater que le civisme de nombre de nos concitoyens à l'égard de la nature laisse à désirer par rapport à ce qui peut être observé dans d'autres grandes démocraties d'Europe. Dès le plus jeune âge, les élèves devraient être éveillés à leur environnement naturel local, sa vulnérabilité et aux mécanismes d'interdépendance entre les actions de l'homme et ses effets sur le milieu naturel. Une telle approche permettrait chemin

---

<sup>24</sup> Rapport Birdlife international, *Le bien-être grâce à la nature dans l'Union européenne*, Edition française, Service Éditions de la LPO, 2008.

faisant de pourvoir à une éducation systémique, sensible et responsable plutôt que d'inscrire les élèves et étudiants dans des savoirs intellectuels, techniques et cloisonnés qui les empêchent d'appréhender les interrelations entre les savoirs spécialisés, leurs usages et leurs conséquences, à court comme à moyen-terme, et non seulement pour leur cible de public (ou de clientèle) mais aussi pour les autres, ceux pour qui l'application ou la mise en œuvre de ces savoirs n'est pas utile ou ne les concerne en rien mais qui pâtissent des externalités négatives générées par à leurs usages.

Une dernière étape en ce qui concerne l'élévation des consciences consisterait à doter tout citoyen d'un crédit environnement annuel révisable ou de droits de tirage sur l'environnement, plaçant tous les individus en tant que consommateurs sur le même pied d'égalité.

En fonction des objectifs sociétaux telle que la neutralité carbone à horizon 2050, du nombre d'habitants dans l'espace de référence et de « la masse » des ressources naturelles, chaque individu aurait un droit de tirage comptable en UAE. Ce crédit serait entamé et affecté par l'empreinte environnementale et le niveau des consommations. Et il pourrait être abondé, soit par l'achat de crédits auprès d'individus qui auraient moins de besoins et seraient donc régulièrement ou structurellement excédentaires sur ces droits de tirage, lesquels pourraient se retrouver mutualisés dans une sorte d'épargne environnementale, soit par des actions directes en faveur de l'environnement : temps récurrents ou périodes plus ponctuelles mis au service de la collectivité pour des actions de protection de l'environnement de dépollution, d'irrigation, de reforestation mais aussi de développement et d'entretien de couverts végétaux dans les aires urbaines notamment pour lutter contre la hausse des températures etc. et en fonction des compétences dont dispose chacun. Il s'agirait d'une sorte de service civil généralisé mais flexible, à volonté, ciblé sur des actions en lien avec l'environnement auquel tout le monde pourrait contribuer et en contrepartie d'une indemnisation à taux fixe. Il s'agit bien alors de mettre à disposition des compétences hors marché et où des qualités physiques utiles à certaines tâches n'ont pas de raison d'être moins valorisées que des compétences techniques ou intellectuelles et afin au final de permettre à chacun de s'impliquer dans une activité solidaire.

Ce mécanisme de dotation universelle et égalitaire non d'un revenu mais d'un droit de prélèvement sur un bien commun, permettrait à moyen-terme de réduire sensiblement les inégalités, les comportements vertueux sur le plan environnemental pouvant être compensés sur le plan monétaire et les consommations et productions polluantes devant être contrebalancées par des achats massifs de droits de tirage et/ou des actions concrètes et vérifiables pour préserver la biodiversité ou développer des technologies permettant à la société humaine de s'adapter aux changements environnementaux.

Nombre d'activités mettant en commun les compétences et les savoirs pourront ainsi voir le jour pour soutenir un tel système avec comme ambition de servir l'intérêt collectif, de



protéger et développer les biens communs plutôt que de nous perdre en vaines consommations et appropriations dans la poursuite d'enrichissements personnels.

En résumé, pour esquisser un fonctionnement économique soutenable et une société plus résiliente, compte tenu de la faible capacité des décideurs à relever les défis environnementaux qui s'imposent à tous, il convient d'instaurer les conditions d'une prise de conscience globale. Au travers d'une information incitative auprès des consommateurs, elle pourra s'exercer par une pression économique (logique que les décideurs sont susceptibles d'entendre...), laquelle à terme s'imposera aux élites économiques et politiques pour qu'ils accompagnent et facilitent avec la plus grande vigueur cette évolution sociétale.

Pour redonner un pouvoir d'agir au citoyen et le responsabiliser davantage dans le devenir de la cité, la première chose est ainsi de l'informer pour qu'il soit en mesure de consommer en toute connaissance de cause des méfaits que son mode de consommation inflige à l'environnement.

Cela passe par une obligation de transparence des entreprises sur leur processus technique et par des expertises en mesure de rassembler les données, de contrôler les informations et éventuellement de pouvoir en sanctionner les manquements, puis de rendre intelligible cette information pour tout un chacun en l'associant à chaque produit/service et selon sa provenance. L'enjeu est d'introduire à côté du prix, de la valeur marchande d'un bien, une autre échelle de valeurs qui déporte l'intérêt du consommateur sur une dimension supérieure et extérieure au marché, celle qui synthétise d'un point de vue écologique, la somme des intrants et des extrants nécessaires à une production technique donnée.

Ensuite, accorder les mêmes droits d'usage ou de prélèvement des ressources naturelles à tout citoyen indépendamment de son héritage, de sa richesse, permet de repositionner chacun dans un espace plus équilibré où la frugalité, la sobriété, le dilettantisme ou l'oisiveté ne seraient pas moins socialement et moralement acceptables que l'hyperactivité, la recherche de performance, la poursuite du profit et de l'appropriation, permises et légitimes du moment que l'incidence environnementale de ces conduites soit compensée.

Nos modes de vie ne seraient plus arc-boutés à un schéma type « travail-loisir » ou « travail-consommation » se déployant dans des logiques individualistes où le premier est la condition du second, mais « travail – communs – loisirs » avec toutes les combinaisons et hiérarchies possibles. Ce faisant, cela permettrait de rompre avec les irréversibilités induites par le diptyque travail-loisir et ses dommages. En effet, nombre de parcours et carrières professionnels s'accompagnent d'un étrécissement du temps disponible pour soi et les autres avec l'évolution professionnelle et la montée des engagements et des responsabilités, ne serait-ce qu'en matière de charge mentale. Et la conjonction de revenus plus importants et d'un temps disponible réduit trouve à s'exprimer en tendance dans une surconsommation matérielle, la valeur des biens et services consommés compensant en quelque sorte, pour soi et pour autrui, le manque de temps disponible et de manière récursive pour véritablement en

disposer et profiter. Il en résulte un double niveau de gaspillage, pour la planète d'un côté et pour l'individu en matière d'utilité d'usage, de l'autre. En cela, on ne peut qu'adhérer au diagnostic de Hartmut Rosa pour lequel notre rapport au temps et l'accélération qui le qualifie selon lui, est profondément liée à l'impératif de croissance<sup>25</sup>.

L'intérêt de droits de tirages serait aussi leur modulation dans le temps en fonction de la progression vers des objectifs de neutralité carbone. La contrainte environnementale deviendrait réalité concrète car immédiatement retranscrite dans la valeur des droits de tirages soumis à révisions périodiques en fonction des variables mobiles qui sont les consommations d'un côté, les ressources environnementales de l'autre.

La demande des consommateurs pourrait ainsi jouer le rôle de courroie de transmission pour que des subventions publiques et des financements à taux préférentiel soient accordés aux entreprises qui s'inscrivent dans des trajectoires d'éco-investissement et de limitation de leur empreinte carbone et dont l'offre de biens et services répondrait à une authentique demande sociale.

Si l'on s'entend sur le fait que les conditions de vie des hommes dépendent avant tout de la qualité de leur environnement et partant de la préservation des richesses naturelles de la planète et compte tenu de l'urgence climatique, il devient évident qu'il faille jauger nos actions et décisions à l'aune de cet impératif écologique qui doit devenir un principe directeur des nouvelles normes de la société. Les dispositifs évoqués ci-dessus nous semblent en mesure de pouvoir contribuer à l'émergence de celles-ci.

---

<sup>25</sup> Voir notamment : *Accélération. Une critique sociale du temps*, La Découverte 2010 ; *Résonance : une sociologie de la relation au monde*, La Découverte, 2018